Fondation de la maison du Diaconat de Mulhouse

LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES RGPD

La Fondation de la maison du Diaconat de Mulhouse est vigilante à la protection de vos données à caractère personnel. Nous nous engageons à collecter et à traiter ces données conformément à la loi Informatique et Libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) européen.

Nous tenons à vous informer sur :

- Les modalités de traitement de vos données personnelles, y compris celles relatives à votre santé ;
- Vos droits en matière de protection des données personnelles.

1 Le traitement des données personnelles

Les informations recueillies lors de vos consultations ou de vos séjours dans nos établissements font l'objet de traitements informatiques. Ces traitements de données sont nécessaires à la qualité et à la sécurité de votre prise en charge.
Le délégué à la protection des données, désigné par le directeur général, peut répondre à toutes vos questions concernant la protection des données (dpo@diaconat-mulhouse.fr).

1.1 Quelles données personnelles collectons-nous ?

L'établissement collecte et traite des données personnelles administratives, sociales et médicales telles que :

- des données personnelles de santé,
- des données personnelles d'identification;
- des données de vie personnelle;
- des données de vie professionnelle;
- des données d'ordre économique et financier;
- Votre numéro de sécurité sociale (NIR);
- D'autres catégories particulières de données notamment pour la recherche scientifique.

1.2 A qui ces données sont-elles destinées ?

Vos données sont réservées aux professionnels de notre établissement. Ils sont soumis au secret professionnel et leur accès est limité aux catégories de données qui leur sont nécessaires pour vous prendre en charge.

Dans la limite de ce que prévoit la réglementation ces données peuvent être transmises à des tiers autorisés : Agence Régionale de Santé, organismes d'assurance maladie et organismes complémentaires.

Tous les traitements de données à caractère personnel s'effectuent dans le strict respect du secret médical et du secret professionnel auxquels tous les agents de l'hôpital sont astreints.

Mise à jour : le 13/08/2024

1.3 Quels sont les traitements réalisés ?

Ces données sont saisies dans des logiciels en vue de traitements ayant les finalités suivantes :

- **la gestion de vos données administratives :** nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro de sécurité sociale, numéro de téléphone, adresse e-mail, etc.
- **la sauvegarde de vos intérêts vitaux**. Entrent dans cette catégorie tous les logiciels utilisés lors des activités de médecine préventive ou bien pour la réalisation de diagnostics médicaux et la traçabilité de l'administration de soins ou de traitements médicaux.
- **la mise en œuvre d'une obligation légale et réglementaire**. L'établissement est tenu de transmettre aux autorités de l'Etat la description de l'activité réalisée par l'établissement. Ces données permettent de mesurer la qualité et la sécurité des soins au sein de l'établissement et de mettre en place une démarche d'amélioration continue de la qualité.
- **la mise en œuvre des intérêts légitimes de l'établissement**. Dans ce cadre, l'établissement transmet les éléments de facturation aux organismes d'assurance maladie ainsi qu'aux mutuelles et assurances de santé auxquels vous êtes affilié,
- **l'exécution d'une mission de service public**
- **la recherche en santé** afin d'assurer une meilleure prise en charge des maladies.

Votre image est susceptible d'être enregistrée par nos caméras de vidéoprotection installées dans certains établissements de la Fondation de la maison du Diaconat de Mulhouse à des fins de protection des personnes et des biens.
La base juridique de ce traitement repose sur l'intérêt légitime à assurer cette protection tant vis-à-vis de ses usagers que de son personnel.
Les images sont visibles par les agents, formés à cet effet, qui procèdent à une simple visualisation des images en temps réel mais ne disposent d'aucun moyen pour consulter, enregistrer ou traiter ces images.
Les images sont enregistrées sur des serveurs sécurisés accessibles à un nombre restreint de personnes habilités et dûment identifiés.
Les images seront conservées pour une durée totale n'excédant pas un mois.
Vos données personnelles sont susceptibles d'être transmises à police, gendarmerie, forces de l'ordre sur réquisition judiciaire ou lors de la constatation d'une infraction, d'un délit.

Vos données personnelles sont traitées en France. Aucun transfert de données personnelles en dehors de l'Union européenne n'est effectué.

1.4 Combien de temps sont conservées ces données ?

Vos données personnelles de santé sont conservées au minimum 20 ans à partir du dernier acte effectué (recommandation du Conseil national de l'ordre des médecins conformément à l'article R. 1112-7 du code de la santé publique).
En cas d'action en responsabilité médicale et hospitalière, les recours se prescrivent par 10 ans à compter de la consolidation du dommage, conformément à l'article L. 1142-28 du code de la santé publique.
En cas de décès survenant moins de dix ans après votre dernière consultation, votre dossier est conservé pendant une durée de dix ans à compter de la date de votre décès, conformément aux dispositions de l'article R. 1112-7 du code de la santé publique.
Pour les patients mineurs (moins de 8 ans), les informations les concernant sont conservées au minimum jusqu'à votre vingt-huitième anniversaire (28ème), conformément à l'article R. 1112-7 du code de la santé publique.
La mention des actes transfusionnels pratiqués et, le cas échéant, la copie de la fiche d'incident transfusionnel sont conservées pendant 30 ans à partir de la date de l'acte transfusionnel (instruction interministérielle du 14 août 2007 transposant l'article 4 de la directive européenne 2005/61/CE).

2 Quelle organisation pour protéger vos données ?

L'établissement met en œuvre les obligations posées par le RGPD :

- mise en place d'un registre des traitements pour recenser l'ensemble des traitements mis en œuvre dans l'établissement,
- réalisation d'analyses d'impact dès lors qu'un traitement présente un risque avéré pour les personnes,
- information des personnes concernées,
- formalisation des rôles et responsabilités de l'établissement et de ses sous-traitants.

Par ailleurs, l'établissement s'efforce de mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité de son système d'information en tenant compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement.

3 Vos droits

3.1 Droit d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation

Vous pouvez demander l'accès, la rectification, l'effacement ou la limitation des informations figurant dans le traitement. Dans certains cas, le droit à l'effacement peut être écarté car il ne doit pas aller à l'encontre :

- de l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information ;
- du respect d'une obligation légale ;
- de l'utilisation de vos données si elles concernent un intérêt public dans le domaine de la santé ;
- de la constatation, de l'exercice ou de la défense de droits en justice.

3.2 Droit d'opposition

Vous pouvez vous opposer à la collecte d'informations sauf si le responsable de traitement démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux qui prévalent sur les intérêts, les droits et les libertés de la personne.

3.3 Droit à la portabilité des données

Vous pouvez récupérer des données fournies à un responsable de traitement pour les transmettre à un autre responsable de traitement.

3.4 Droit au retrait de consentement

Si vous avez donné votre consentement au traitement de vos données personnelles, vous avez le droit de le retirer à tout moment. Pour exercer ces droits, il convient de vous adresser au délégué à la protection des données de l'établissement par

- courrier électronique :
  dpo@diaconat-mulhouse.fr

- courrier postal :
  Direction Général
  Clinique du Diaconat-Roosevelt
  Délégué à la protection des données
  14 Boulevard Roosevelt
  68067 MULHOUSE

3.5 Réclamation auprès de la CNIL

En outre, si vous estimez que vos données ne sont pas traitées conformément à la réglementation relative aux données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) à l'adresse suivante :

CNIL
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

Mise à jour : le 13/08/2024